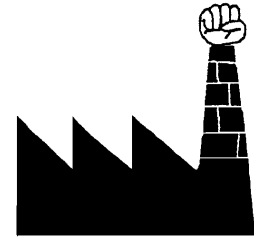


# A CONTRE COURANT

## syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



## Le cirque électoral

Sans crier gare ni cavalcade tapageuse, il a déjà dressé son chapiteau. Et, sur les différentes pistes, les artistes finissent de mettre au point leur numéro, certains pas encore assurés de figurer lors de la première, d'autres, dépités, déjà recalés jalosant les premiers dans les gradins. On y voit déjà des numéros d'équilibristes hautement périlleux, d'autres s'échinent à paraître plus savants que leurs singes, les troisièmes (quelquefois les mêmes) font mine de dompter quelques monstres nommés Chômage, Insécurité, Immigration, Terrorisme et font claquer haut leurs fouets, tandis qu'une fine écuyère peine à se rendre maître de quelques rudes étalons. Mais gageons que, comme d'habitude, ce sont les clowns qui auront la faveur du public et que la compétition entre eux sera rude pour gagner cette dernière.

Pour l'instant, le public est encore très clairsemé, ne goûtant le spectacle que de loin, sans y prendre grand intérêt. Mais les Messieurs Loyal des médias se préparent eux aussi à rentrer en campagne, pour mettre en valeur les artistes, attiser leurs oppositions sur des points secondaires pour mieux masquer leur convergence sur l'essentiel. Convergence qui va quelquefois jusqu'à la connivence, perceptible dès lors que l'on laisse traîner ses yeux et ses oreilles dans les coulisses. Mais le personnel de surveillance veille à ce que le public ne s'égaré pas malencontreusement dans ces endroits qui ne sont pas faits pour lui. Le charme du spectacle risquerait d'en être compromis.

Le public ne sera convié en masse que lorsque le spectacle sera parfaitement au point et le rôle de chacun déterminé. Et sa place est évidemment dans les gradins et nulle part ailleurs. Il ne lui restera plus alors qu'à juger les différents numéros, à applaudir aux uns et à les siffler les autres, à rire aux larmes aux grandes clagues et coups de pieds au cul que se refilent les clowns, à trembler lors des voltiges des trapézistes. Le tout avant de désigner le vainqueur par acclamation et de s'en retourner chez lui, ayant pour quelques heures oublier ses soucis et la dure réalité du lendemain. Qui lui laissera un goût amer, celui de s'être fait une fois de plus berner.

Tel est du moins le scénario prévu. L'imprévu pourrait venir de ceux qui n'auront pas pris part au spectacle, ni comme spectateurs ni a fortiori comme amuseurs publics. Soit qu'ils n'y soient tout simplement pas conviés, faute de posséder les bons papiers ou des papiers tout court. Soit que, en possession de ses papiers, ils se sont jurés de ne pas (plus) prendre part à la mascarade. Ceux-là pourraient être tenté de forcer l'entrée pour envahir les pistes et troubler le spectacle. Voire de mettre le feu au chapiteau, histoire de renvoyer tous les bateleurs dans leurs foyer. Ces trouble-fête, dont nous nous serions assurément, seraient seul en mesure de nous fournir un spectacle à la hauteur de nos ambitions.

### Sarko, dans son numéro



C'est presque toujours sur un ton technicien et béat qu'on nous parle d'internet. Il y a pourtant une analyse politique à faire. Et c'est ce que fait l'auteur du texte ci-dessous qui, en partant de la critique d'un ouvrage paru en 2002, s'efforce de décrire l'immersion de la toile dans la société du Capital et ses interactions avec ladite société.

C'est à nos camarades du groupe **A l'encontre** (<http://www.alencontre.org> **A l'Encontre**, Case postale 120, 1000 Lausanne 20 fax +4121 621 89 88) que nous devons ce texte produit par un enseignant du syndicat SSP de Genève.

Notes à partir du livre de Manuel Castells, *La Galaxie Internet*, Fayard, Paris, 2002<sup>(1)</sup>.

# Le World Wide Web, nouveau paradigme techno-social ?

par Dario Lopreno, Enseignant, membre du syndicat SSP-Genève.

L'Union européenne (UE) a adopté une nouvelle directive policière particulièrement dure sur le contrôle d'Internet, des téléphones, des fax. Elle permet la conservation des données par les opérateurs et leur examen «pour une durée limitée» mais non précisée et laissée au libre arbitre des Etats. Dans les quinze mois à venir, les Etats membres vont légiférer en conséquence. Reporters sans frontières s'est lancé, à juste titre, dans une importante campagne européenne contre cette directive liberticide. De même, l'amplification, en interactivité avec les fichiers de police de chaque pays, de la base de données policière Système d'Information Schengen de l'UE nous pose de manière urgente ce même problème. Enfin, le FBI (USA) s'est équipé en novembre 2001 d'un nouvel outil d'espionnage des ordinateurs personnels, en lien avec le Département de la justice qui s'est arrogé le droit de poursuivre les «délinquants» du Web, qu'ils soient ou non américains, qu'ils agissent sur le sol des Etats-Unis ou en dehors<sup>(2)</sup>. Bien que nous ne traitons pas ce débat (Internet et libertés) dans ces lignes, débat largement posé par l'ouvrage de Manuel Castells, nous n'entendons pas nier son importance capitale.

## Origine et développement

Marshall McLuhan a écrit, en 1967, «*le médium, c'est le message*», parlant de l'impact de la télévision et affirmant ainsi que désormais la forme du médium a un impact plus important que son contenu<sup>(3)</sup>. Avec le titre «Le message c'est le réseau», Manuel Castells reprend ces propos à son compte au début de *La galaxie Internet*. Mais rassurons-nous, après avoir plagié la formule post-moderne choc de McLuhan, l'auteur situe clairement la question Internet: «de même que les nouvelles technologies de production et de distribution de l'énergie ont rendu possibles, en leur temps, les structures de base de la société industrielle - l'usine et la firme géante - Internet est le fondement technologique de la forme d'organisation propre à l'ère de l'information : le réseau». Et ce qu'il voit de nouveau dans ce réseau, c'est sa nature planétaire, flexible, adaptable, décentralisée dans son fonctionnement, évolutive dans son contenu, permettant la communication horizontale tout en autorisant la coordination et la gestion de la complexité économique, mais sans voir l'extraordinaire centralisation des pôles de décision du capital que cela permet.

A la fin du XXe siècle, trois processus, partiellement contradictoires, ont convergé et donné naissance à Internet<sup>(4)</sup>:

- les besoins des classes dominantes - pudiquement nommées «l'économie» par Castells - en matière de mondialisation du capital, de la production et du commerce;

- les exigences en matière de liberté individuelle et de communication sans entraves;

- et les progrès extraordinaires de l'informatique et des télécommunications, rendus possibles par la révolution microélectronique.

Par cette confluence, Internet est devenu l'instrument privilégié du passage à la société structurée en réseaux. Mais à cela, il faut ajouter un fait capital pour comprendre la nature de cette société : en 2000, 90% de la population mondiale est exclue d'Internet, tandis que le non accès à ses réseaux est devenu une forme supérieure d'exclusion dans l'économie et plus généralement dans la culture du capitalisme tardif.

Internet est une technologie. A ce titre il est non seulement particulièrement malléable, susceptible d'être profondément modifié par la pratique sociale. Mais il est aussi susceptible «de nourrir en son sein une vaste gamme d'effets sociaux potentiels - à découvrir par l'expérience, et non à proclamer par avance»<sup>(5)</sup>. Il reste donc à comprendre lesquels, parmi ces effets potentiels, sont en train d'être mis à jour. Malgré une regrettable idéalisation de la «net-économie», du «net-entrepreneur», de ce que nous pouvons nommer la net-phénoménologie, l'ouvrage de Castells constitue une réflexion très riche sur la question.

Inutile de revenir en détail sur l'histoire d'Internet. Comme l'écrit Pascal Fortin (cf. note 1), l'important est de mettre l'accent sur certaines conditions

particulières de sa production. Contentons-nous ici de rappeler avec Castells qu'Internet est né d'une rencontre - est-elle vraiment «hautement improbable», comme l'affirme l'auteur ? - entre la «méga-science», la recherche militaire et la culture libertaire (au sens nord-américain de défense inconditionnelle de la liberté individuelle comme valeur suprême, défense tournée contre les grands acteurs de l'économie privée et contre l'Etat). En effet, la création d'Internet n'est en rien redevable d'un quelconque «esprit d'entreprise» ou du monde des affaires, mais résulte d'innovations techniquement révolutionnaires mises au point dans des institutions d'Etat (Département de la défense), des grandes universités et des centres de recherche publics : «La technologie était trop audacieuse, le projet trop coûteux, l'initiative trop risquée pour des organisations à but lucratif»<sup>(6)</sup>.

Certes, Internet est né au sein de l'Advanced Research Project Agency (ARPA) du Département de la défense, par la mise en place du premier grand réseau, ARPANET, en 1969. Le but était de partager le temps de travail en ligne entre les divers centres informatiques et groupes de recherche travaillant pour ou avec l'Agence. Ses concepteurs ont disposé d'une très grande liberté. «Internet s'est développé dans un environnement sûr, de colossaux fonds publics et d'une dynamique de recherche désintéressée», sans brimer «ni la liberté de pensée ni l'innovation. D'un côté les milieux d'affaires étaient incapables de s'offrir le long détour nécessaire pour ti-

rer des applications rentables d'un projet aussi audacieux. De l'autre, quand l'armée fait passer la sécurité avant tout - comme cela s'est produit en Union Soviétique et aurait pu se produire aux Etats-Unis - la créativité ne peut survivre; et quand l'Etat ou les services publics suivent leur instinct bureaucratique profond (...) l'adaptation l'emporte sur l'innovation. C'est dans la zone grise des espaces riches en moyens et relativement libres créés par l'ARPA, les universités, les think tanks novateurs et les grands centres de recherche qu'ont été semées les graines d'Internet<sup>(7)</sup>. Cette première étape d'Internet a, une fois de plus, prouvé que la coopération et le libre accès à l'information sont plus propices à l'innovation que la concurrence et les droits de la propriété privée.

Cette histoire si particulière marque Internet de sa caractéristique essentielle, de plus en plus remise en cause au fur et à mesure qu'Internet devient concrètement un marché nouveau: «l'ouverture». Celle-ci se matérialise tant dans l'architecture d'Internet que dans un mode d'organisation sociale et institutionnelle qui lui permet de se transformer par auto-évaluation, en mobilisant dans une boucle positive de rétroactions des internautes en position de concepteurs et d'utilisateurs des innovations.

Comment cela s'est-il fait ? En fait, explique Castells, trois conditions ont rendu cela possible : premièrement, par l'architecture du réseau, ouverte, décentralisée, distribuée, permettant «une interactivité multidirectionnelle»; deuxièmement, par des protocoles de communication et leur mise en oeuvre ouverts, distribués et modifiables (même si les fabricants de réseaux gardent sous copyright certains de leurs logiciels); troisièmement, par les institutions de gouvernance du réseau fonctionnant en harmonie avec les principes de base d'Internet, l'ouverture et la coopération<sup>(8)</sup>. Ces conditions - dont la troisième est de moins en moins réelle - qui ont pu être réunies sous l'impulsion initiale des chercheurs en informatique, ont produit leurs effets corrélativement à deux autres phénomènes. D'une part, nombre d'étudiants avancés se sont immédiatement emparés de la mise en réseau des ordinateurs «comme d'un instrument de communication libre»; parmi ses représentants les plus politisés (Nelson, Jennings, Stallman), cette appropriation s'est doublée de la praxis «qu'il s'agissait d'un outil de libération qui, avec l'ordinateur personnel, donnerait aux individus le pouvoir de l'information pour les affranchir à la fois des Etats et des grandes entreprises». D'autre part, ces acteurs jouèrent ainsi un rôle déterminant dans l'essor des «communautés virtuelles», elles-mêmes à l'origine d'un «torrent d'applications que nul n'avait prévues, du e-mail au billard, au groupe de conversation, au modem et, pour finir, à l'hypertexte»<sup>(9)</sup>.

Bien qu'Internet, lorsqu'il est entré dans sa phase de diffusion rapide en 1995, avait déjà été privatisé, il est néanmoins «en portant l'empreinte de son histoire»<sup>(10)</sup>, dans un contexte où son architecture technique ouverte autorisait la mise en réseau de tous les réseaux d'ordinateurs n'importe où dans le monde, où le World Wide Web (utilisé sur grande échelle à partir de 1995) pouvait fonctionner sur un logiciel très largement compatible et où plusieurs navigateurs conviviaux facilement accessibles étaient proposés au public (des pays riches avant tout...).

### La culture méritocratique des utilisateurs-producteurs

Marshall McLuhan<sup>(11)</sup> attire l'attention sur le rôle essentiel que les médias jouent dans la construction identitaire de la société, postulant que l'essentiel se trouve dans le médium, c'est-à-dire dans le moyen technique qui valide le message : «l'homme change lorsque les technologies se transforment. Là est le pivot de sa théorie qui repose sur le caractère dominant, à une époque donnée, d'un médium qui structure notre mode de vie»<sup>(12)</sup>. Au-delà du contenu excessif que McLuhan et ses interprètes ont donné à cette idée, elle nous confronte à la question de la culture issue d'Internet.

Sur ce point Castells nous renvoie à la «culture des utilisateurs-producteur», à l'origine de la création et de la configuration d'Internet, qu'il distingue en quatre strates: celle de la techno-méritocratie des chercheurs (la «méga-science»), celle des hackers, celle des communau-

tés virtuelles et enfin celle des net-entrepreneurs<sup>(13)</sup>.

1° Les chercheurs<sup>(14)</sup>: La culture d'Internet est ancrée dans la tradition (para-)universitaire dans la mesure où, historiquement, ce réseau a été créé dans les milieux de l'enseignement supérieur et les centres de recherche qui leur sont liés. Selon Castells, les traits principaux de la vision «technoméritocratique» des créateurs d'Internet sont les suivants :

a) la découverte technologique est la valeur suprême ;

b) l'importance d'une découverte dépend de son apport à la totalité du champ;

c) chacun soumet ses découvertes à l'examen des pairs dans un esprit d'«open source» qui marquera profondément et durablement Internet malgré les volontés et les réalités de privatisation;

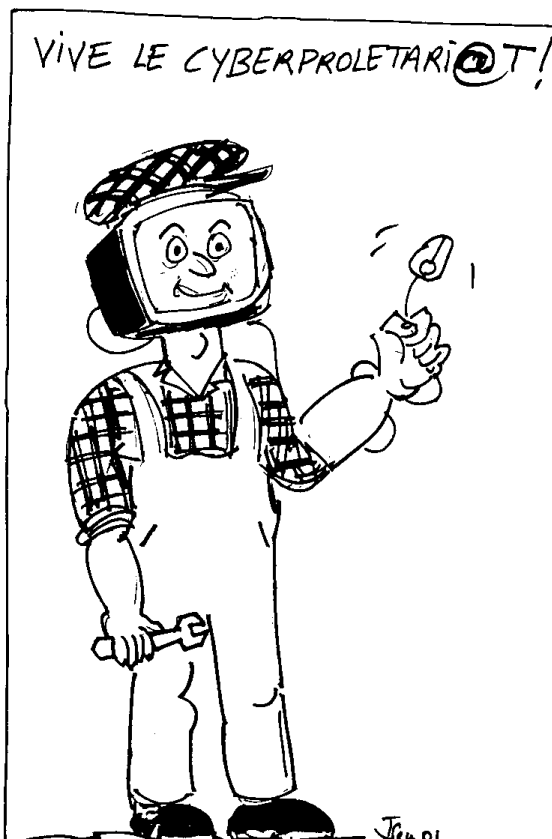
d) dans ce processus, les projets sont répartis et les tâches coordonnées par des figures d'autorité contrôlant les ressources;

e) en prolongement de la logique de l'«open source», la pierre angulaire de l'ensemble de la démarche est la libre communication des logiciels et des perfectionnements introduits grâce à la coopération sur le réseau.

Ces valeurs qui ont la particularité d'être partagées, avant tout par nécessité, à tous les niveaux des chercheurs-concepteurs Internet ont, ainsi, été diffusées dans la culture des hackers.

2° Les hackers<sup>(15)</sup> : Castells invoque deux raisons pour expliquer l'importance déterminante de la culture hacker dans la construction d'Internet (les hackers étant caractérisés ainsi :

«ces passionnés d'informatique qui inventent et innovent pour le plaisir, non au service d'une institution ou d'une entreprise» et qui ne sont pas réductibles aux pirates informatiques, les crackers). C'est tout d'abord elle qui, «tel un milieu nutritif, entretient les percées technologiques par la coopération et la libre communication; et c'est ensuite à travers elle que le savoir de la technoméritocratie passe dans la sphère des marchands, qui, à leur tour, vont s'approprier Internet et le diffuser dans toute la société». Directement inspirée de la culture technoméritocratique, celle des hackers s'appuie sur deux notions clés: la liberté et la coopération «associées dans la pratique de la culture du don, qui aboutit finalement à la mise en place d'une économie du don» que rejettent aujourd'hui les principaux acteurs économiques privés d'Internet. Toutefois, et à la différence du reste de la culture universitaire - qui est une méritocratie fondée sur la concurrence et la compétition individualistes - la



culture des hackers «est, dans son essence, une culture de la convergence entre les êtres humains et leurs machines dans un échange interactif sans entraves (...), fondée sur la liberté, la coopération, la réciprocité et l'informel». Cette unité des hackers repose en outre sur la «foi commune dans le pouvoir de l'informatique en réseau, et la détermination à conserver à ce pouvoir technologique le statut de bien collectif - au profit pour le moins de la communauté hacker». Ce que nous pourrions considérer, dépassant la pensée de Castells, comme une forme hautement élaborée de l'aliénation au sens classique du terme.

3° Les communautés virtuelles (16): Comme le résume Fortin, en dehors de ces deux communautés d'informaticiens, universitaires ou autodidactes, les premiers adeptes des communautés virtuelles ont également participé à la production d'Internet, par l'intermédiaire de la mise en place des messageries, des listes de diffusion, des groupes de conversation, des jeux multi-utilisateurs et autres systèmes de conférences. «Si la culture des hackers a marqué de son empreinte les bases technologiques d'Internet, la culture communautaire a déterminé ses formes, ses méthodes et ses utilisations sociales». Des millions d'utilisateurs ont ainsi introduit sur Internet leurs innovations sociales à l'aide d'un savoir technique souvent fort limité. Néanmoins, lorsque les communautés virtuelles se sont élargies durant la seconde moitié des années 1990, leurs liens initiaux à la contre-culture se sont distendus. C'est pourquoi, écrit Castells, il n'existe pas de «culture communautaire unifiée», mais une totale diversité de communautés virtuelles. Leur héritage n'en est pas moins important, comme en témoigne la vitalité actuelle des différentes modalités de création de réseaux informels et de l'auto-publication, omniprésentes sur Internet. Ainsi, conclut Castells, si la source communautaire de la culture d'Internet a des contenus extrêmement diversifiés, elle n'en a pas moins un impact bien précis sur le réseau: elle fait de lui le support technologique de la communication horizontale et d'une nouvelle forme de liberté d'expression. Elle pose ainsi les bases de l'utilisation de la «mise en réseau par décision autonome» pour s'organiser, agir ensemble et produire du sens. L'essor des mouvements ATTAC nous paraît être un exemple, parmi tant d'autres, de cet aspect de l'appropriation large d'Internet par des communautés virtuelles.

4° Les net-entrepreneurs (17) : Chercheurs universitaires, hackers, communautés virtuelles, l'évocation de leur apport dans l'élaboration culturelle d'Internet est évidente. On ne peut pas en dire autant des net-entrepreneurs, souvent critiqués par les trois premiers groupes cités, du fait de leur utilitarisme - dérivant directement de la recherche de profit économique - qui récupèrent les valeurs

originelles d'Internet. Toutefois, pour Castells, «la grande expansion d'Internet, celle qui l'a propulsé des cercles fermés des experts et des communautés à l'ensemble de la société, a été l'oeuvre des entrepreneurs qui, ajouterions-nous, n'avaient d'yeux que pour sa rentabilisation pourrions-nous dire. Elle s'est produite dans les années 1990, à la vitesse de l'éclair. «Et puisque les entreprises en ont été le moteur, Internet s'est en grande partie structurée autour de ses usages marchands». Le poids terrifiant de la publicité, dès lors que l'on se promène sur le net, ne saurait démentir ces propos. Mais comme cette intervention a été calquée «sur les formes et les pratiques inventées par la culture communautaire, les hackers et les élites technologiques, le résultat est qu'Internet n'est pas plus déterminé par les milieux d'affaires que les autres réalisations sociales dans nos sociétés. Pas moins, mais pas plus (souligné par nous)».

Au-delà de l'appropriation d'Internet par la logique du profit - qu'on ne saurait faire passer au second rang - l'important, au tournant du siècle, est le type d'entreprises qui s'en est dégagé. Il n'y a rien d'absurde à soutenir qu'Internet a transformé les entreprises autant ou plus qu'elles ne l'ont transformé. C'est toutefois non sans idéalisation du rôle d'Internet et des net-entrepreneurs que Castells conclut cela en affirmant: voici que l'entrepreneur fait de l'argent avec des idées et fait des marchandises avec de l'argent. Le capital et la production matérielle deviendraient ainsi, selon lui, dépendants du pouvoir de l'esprit, avec les net-entrepreneurs qui seraient plus des créateurs que des hommes d'affaires et, par-là, plus proches de la culture des artistes que de celle de l'entreprise traditionnelle, leur contribution étant et restant «indispensable à la dynamique culturelle à plusieurs couches qui a donné vie au monde d'Internet». C'est à juste titre que Fortin reproche ici à Castells de mettre sur le même plan les deux notions contradictoires de «liberté de communication» et de «liberté du commerce».

Ainsi se dégage, de l'intégration aux quatre groupes mentionnés ci-dessus jouant les rôles de concepteurs, utilisateurs et producteurs d'Internet, une culture méritocratique, en ce sens qu'elle fonctionne sur un consensus de reconnaissance du mérite, cooptant les insiders, et définissant les deux types d'exclusion, les outsiders (simples utilisateurs) et les outsiders (la masse mondiale des non-utilisateurs).

## La fracture numérique et la concentration territoriale<sup>(18)</sup>

Cette pratique méritocratique crée une contradiction, pour les composantes démocratiques des communautés virtuelles, tels les mouvements ATTAC notamment, qui tentent de la dépasser à travers de puissants réseaux de masse, en faisant (ou essayant de faire) le lien entre les exclus et la globalisation de la communication via Internet. Derrière cette problématique se cache l'un des enjeux capitaux de la lutte anti-mondialisation capitaliste. La « fracture numérique mondiale »<sup>(19)</sup>, la plus récente manifestation particulièrement inquiétante de la fracture sociale, peut-elle être remise en cause par la dynamique démocratique des mouvements sociaux ?

Notons ici que la fracture sociale-numérique ne s'articule pas simplement de pays nantis à pays pauvres, mais qu'elle traverse ces entités. Si l'on prend, par exemple, le pourcentage de connexions Internet au domicile dans les pays riches (ici les Etats-Unis), nous retrouvons les mêmes cassures sociales existant de manière répétitive en matière de revenus, de conditions de travail, de formation, etc. Ce sont les cassures séparant les catégories socio-professionnelles (cadres supérieurs 5 fois plus connectés que les ouvriers), les hauts revenus des bas (4 fois moins connectés), les formations supérieures des formations plus élémentaires (8 fois moins connectées), les hommes des femmes (30% de connexions en moins). L'âge jouant d'une manière générale un rôle inversement proportionnel à l'accessibilité Internet<sup>(20)</sup>

Sur le plan mondial, les hôtes (ou host, ordinateurs faisant office de serveurs pour Internet) sont passés de 213 en 1981 à 6.000.000 en 1995 et 147.000.000 en janvier 2002. Actuellement ils sont domiciliés ainsi :



98.000.000 aux Etats-Unis-Canada, 20 mio dans l'Union européenne (UE), 7,2 mio au Japon, 2,3 mio en Australie, 1,7 mio à Taïwan, 630000 en Norvège, 614.000 en Suisse, 410.000 en Nouvelle-Zélande, 390.000 à Hongkong, 220.000 en Israël, 215.000 en Tchèque, 211.000 en Hongrie, 200.000 à Singapour. Soit 132 mio (90%) dans l'essentiel des pays riches (qui totalisent moins de 20% de la population mondiale) où Internet est concentré à l'extrême (65% des hôtes mondiaux domiciliés aux Etats-Unis qui comptent moins de 5% de la population mondiale, 14% dans l'UE qui compte 6% de la population mondiale). Le taux varie ainsi entre 34 hôtes pour 100 habitants aux Etats-Unis et 2 en Grèce, le maximum de l'UE étant atteint par la Finlande, les Pays-Bas, le Danemark et la Suède avec une moyenne de 15, la Suisse atteignant 8. En mars 2002, dans l'UE ce sont, dans l'ordre décroissant, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, l'Italie, la France, l'Espagne, la Suède et la Finlande qui totalisent 68% des hôtes de l'UE.

Malgré toutes ces différences, précise Castells, le taux de croissance des hôtes Internet est spectaculaire partout dans le monde, à l'exception de l'Afrique subsaharienne, rattachant ainsi le club des pays nantis aux pays pauvres via le réseau, ces derniers n'ayant toutefois pratiquement pas droit au chapitre en matière de conception, d'organisation et de financement. Il est à noter que l'Afrique noire est, ici aussi, quasiment extraplanétaire. Le niveau de concentration devient encore plus fort, si l'on prend en considération les métropoles des pays nantis, où se localisent l'essentiel des concepteurs, financiers et gestionnaires d'Internet<sup>(21)</sup>. Non seulement, les cartes du nombre total par ville des noms de domaines .com, .org, .net et des codes pays d'Internet font ressortir, au niveau mondial, toutes les agglomérations d'Amérique du Nord, d'Europe et de la zone Japon avec, en tête, les grandes agglomérations économiques classiques. Mais, en outre, Castells arrive à faire ressortir de manière éclatante le poids des centres des métropoles, comme par exemple la presqu'île de Manhattan et, dans celle-ci, les quartiers d'affaires. En ce sens, Internet - et la «nouvelle économie» qui lui est rattachée - épouse strictement la conformation territoriale de l'économie capitaliste mondiale. Cela peut paraître banal, mais il vaut la peine de le souligner<sup>(22)</sup>. En fait, à l'exception de la Chine, la carte des investissements directs étrangers au niveau mondial en 1997 donne, grosso modo, la carte des ordinateurs reliés à Internet en 1998 ou celle du nombre total des noms Internet de domaines et de codes de pays en 2001<sup>(23)</sup>.

Mais Internet consiste malgré tout en un réseau et des noeuds dont les flux dessinent un nouveau territoire mondial, dans la mesure où les relations entre les lieux sont nouvellement définies, les dis-

tances relatives changent totalement et deviennent de plus en plus unitaires (inclusions dans le Web) mais aussi isolantes (exclusions du Web ou de la conception et de la gestion d'Internet) et marginalisantes (dépendances en matière de financement). Rien que la capacité de largeur de bande mise en place par les grands acteurs Internet des Etats-Unis est telle, que celles-ci jouent un rôle capital dans le trafic des connexions internationales : «la structure technique d'Internet [...] ressemble à une étoile autour d'un centre, les Etats-Unis [...]. Il est fréquent que les messages échangés entre deux villes d'Europe ou d'Asie, pour ne rien dire de l'Afrique et de l'Amérique latine, transitent d'abord par un noeud aux Etats-Unis», cela dit bien que les largeurs de bande européennes ne cessent de croître<sup>(24)</sup>.

Au niveau du contrôle de la gestion d'Internet, Castells souligne le fait que l'ICANN (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers), association privée à but non lucratif qui notamment alloue l'espace aux adresses Internet, gère les noms de domaines et des serveurs, est lié au ministère du commerce des Etats-Unis. De même, l'organisme qui régit les protocoles et le développement du World Wide Web (le World Wide Web Consortium) est ancré au Massachusetts Institute of Technology (MIT).

Reste enfin un problème important peu présent chez Castells : si le tiers monde est en très grande partie mis au ban de la nouvelle forme de concurrence inter-capitaliste électronique, les pays nantis sont généreux avec lui en ce qui concerne la fourniture de... déchets informatiques. Un réel trafic d'ordinateurs usés déverse par centaines de millions les machines hors d'usage dans les pays pauvres (50 millions par an rien que pour les Etats-Unis), principalement Chine, Inde, Pakistan. Avec leurs tonnes de produits toxiques : «des quelque 32 kilos d'un ordinateur personnel [...] 1,725 kg sont du plomb. Il y a aussi du mercure, de l'arsenic, du chrome, du cobalt et bien d'autres éléments pour environ 50 grammes chacun, et du plastique, non-biodégradable bien sûr, pour 6,35 kg.»<sup>(25)</sup>

## L'accélération des processus financiers... et des crashes<sup>(26)</sup>

Castells attire notre attention sur un aspect fondamental. Si le modèle de l'entreprise en réseau est particulièrement adapté à l'univers des start-up et de la net-économie, il se répand rapidement dans presque tous les secteurs et devient la forme d'organisation dominante, pas uniquement dans l'industrie électronique. A la suite de Cisco Systems qui a joué un rôle pionnier dans ce domaine, des entreprises comme Nokia, Hewlett-Packard, IBM, Sun Microsystems et Oracle «comptent parmi les firmes les plus avancées dans la restructuration autour d'Internet,

tant pour ce qui concerne le produit que pour le processus de production». Mais ce modèle progresse dans toutes les branches d'activité les plus traditionnelles. «Ce qu'Internet ajoute au modèle de l'entreprise en réseau, c'est donc la capacité d'évoluer en liaison organique avec l'innovation, les systèmes de production et la demande du marché, tout en restant concentré sur l'objectif premier de toute entreprise : gagner de l'argent.»

La façon de le gagner a aussi considérablement évolué dans la mesure où les réseaux d'ordinateurs ont transformé les marchés financiers - «arbitres ultimes de la valeur de chaque firme» dans le système capitaliste - par l'accélération maximale (temps réel) des ordres et de la circulation des devises, par l'immense accélération des mouvements boursiers et des (dé)capitalisations boursières. Les dernières et répétées grandes débâcles financières fort médiatisées sont là pour nous le rappeler. A travers ces phénomènes, «les réglementations nationales sont battues en brèche par les flux de capitaux et la transmission électronique, les marchés financiers s'intègrent et finissent par fonctionner comme une entité unique, en temps réel et à l'échelle du globe».

## Conclusions contradictoires

Nous rencontrons Castells lorsqu'il en conclut que, à travers la généralisation du réseau électronique, le nombre d'investisseurs, la quantité de capitaux investis et la diversification des stratégies augmentent exponentiellement, alors que se met en place un marché mondial interdépendant fonctionnant à grande vitesse. Nous le rencontrons également quand il en déduit qu'il en résulte une croissance exponentielle de la volatilité - devenue une tendance systémique du marché - suscitée par un comportement de réaction rapide des investisseurs et une plus grande disponibilité de capitaux à placer.

D'où une «dynamique du chaos» dans le capitalisme mondialisé, doublée d'une constante recherche maximale de croissance de la productivité. D'où la transformation profonde des rapports sociaux dans l'entreprise correspondant à la généralisation de la diversité et de la flexibilité des conditions de salaire, de hiérarchie, d'horaire et de travail en général, du temps partiel et du travail temporaire, se résumant dans l'individualisation des relations contractuelles salariés-patronat qui caractérisent l'économie à l'ère d'Internet. D'où l'expansion subséquente des statuts d'indépendant-sous-traitant (autrement dit simple salarié externalisé de facto), du télétravail à domicile et de la téléformation (qui va devenir de plus en plus un choix contraint reportant les coûts de la formation continue sur les individus salariés). D'où la tendance à raccourcir toujours plus le temps entre toutes les étapes du proces-

sus productif, de la conception à la fabrication, au transport et à la mise en vente. D'où la diversification à l'extrême du produit, d'où le tout publicité et ses offensives pour la surconsommation quasi forcée. D'où d'innombrables tentatives de deviner le marché en temps réel et d'y coller, avec ses conséquences immédiates que sont la multiplication des audits et des restructurations. D'où l'autonomisation des processus de production par rapport au territoire (délocalisation, production just in time et en réseau, flexibilisation des fournisseurs et des sous-traitants, etc.). D'où l'obsession de minimiser les risques en essayant de s'assurer de nouveaux marchés, avec en conséquence les nécessités du rachat massif d'entreprises et de la privatisation tout azimut (l'accord AGCS de l'OCDE/OMC, prévoyant la privatisation massive des services de l'Etat, est là pour nous le rappeler). D'où enfin la relative imprévisibilité et la violence des crashes et des crises avec leurs lots de drames humains à grande échelle.

En fait, Castells nous permet de rejoindre l'ouvrage fondamental de David Harvey, *The condition of Postmodernity*<sup>(27)</sup>, qui réussit à ne pas sombrer dans la fascination (l'idéalisation) politico-technologique que suscite le nouveau système technique du capitalisme tardif, à laquelle Castells n'échappe pas.

Par contre, nous ne pouvons pas conclure avec Castells que «globalement, les marchés financiers ne sont contrôlés par personne (...). Ils sont devenus une sorte d'automate, dont les mouvements brusques ne répondent à aucune logique économique rigoureuse, mais bien à une logique de complexité chaotique, celle qui résulte de millions de décisions réagissant en temps réel et sur une échelle planétaire à des turbulences de l'information d'origines diverses»<sup>(28)</sup>. Implicitement il développe ici une théorie de l'autonomisation sociale de la technologie, dont la logique intrinsèque viendrait à gouverner le monde.

Pas plus que nous ne pouvons admettre ses développements, épistémologiquement nullement expliqués, sur la «nouvelle économie»... dont les mécanismes ressemblent pourtant étrangement à ceux découlant de la très classique loi du profit. Cela dit sans minimiser le fait qu'elle se développe toutefois - et tout simplement - dans des conditions hétéroclites de reproduction du capital et de recherche du profit à l'ère de la généralisation à cadence forcée du nouveau système technique fondé avant tout sur l'électronique. De même c'est un raccourci pour le moins surprenant, que de simplement définir la «nouvelle économie» comme étant fondée sur la culture de l'innovation, la culture du risque, la culture des anticipations, et finalement la cul-

ture de l'espoir en l'avenir, comme le fait Castells, qui ajoute que ce n'est qu'à la condition que cette culture-là survive à sa négation par les tenants de l'ancienne économie industrielle que la net-économie pourra de nouveau prospérer.

1. Titre repris de l'article de Manuel Castells *Internet, Netzgesellschaft. Das World Wide Web als neues technisch-soziales Paradigma in Lettre International*, n°54, été 2001, trimestriel, Berlin ([www.lettre.de](http://www.lettre.de)). Notre article se fonde à la fois sur le livre de Manuel Castells (*La galaxie Internet*, éd Fayard, Paris, 2001, paru en anglais), sur l'article de Manuel Castells mentionné ci-avant (Cf. *Lettre International*), ainsi que sur la synthèse en 5 épisodes, qu'en a fait Pascal Fortin en mars-avril 2002, parue sur : [www.homonumericus.bonidoo.net/auteur.php3?id\\_auteur=13](http://www.homonumericus.bonidoo.net/auteur.php3?id_auteur=13). Pour une réflexion autour d'Internet, nous recommandons notamment le site *Homo Numericus*, magazine d'information sur les questions de société liées aux nouvelles technologies (sur <http://www.homo-numericus.bonidoo.net/idoonet>) ainsi que l'utilisation des dictionnaires sur Internet *Netglos* ([www.wvli.com/translation/netglos/glossary/french.html#hôte](http://www.wvli.com/translation/netglos/glossary/french.html#hôte)) et *Dico du Net* (<http://membres.lycos.fr/jagdicodico.htm>).

2. Cf. Reporter sans frontières, *Communiqué Europe du 6.6.02* (disponible sur [www.rsf.org](http://www.rsf.org)) ; Cf. *SIS II takes ominous shape* sur [www.statewatch.org/news/2002/apr/01sis.htm](http://www.statewatch.org/news/2002/apr/01sis.htm) et Cf. *Libertés immuables, L'Amérique, nouveau justicier mondial d'Internet, organise la cyber-traque* 25.11.01, disponible sur [www.enduring-freedoms.org](http://www.enduring-freedoms.org).

3. Renée Larochelle, «Retour vers le futur», in *Au fil des événements* (édition électronique du *Journal de la communauté universitaire de l'université de Laval*, Québec), 26 nov. 1998.

4. Castells, *La galaxie Internet*, op. cit., pp. 9-11.

5. *Idem*, pp. 13-14. 6. *Idem*, pp. 28-34.

7. *Idem*, p. 36. 8. *Idem*, p. 42.

9. *Idem*, pp. 38-41. 10. *Idem*, pp. 28.

11. Cf. Marshall McLuhan, *Pour comprendre les médias*, Points, Paris, 1977

12. Alexandrine Civard, «Marshall McLuhan, l'explorateur des médias», mensuel *Sciences Humaines*, Paris, n°

36, février 1994.

13. Castells, *La galaxie Internet*, op. cit., pp. 50-51 et, pour la suite de ce § Cf. chapitre 2, *La culture d'Internet*.

14. *Idem*, pp. 53 à 55.

15. Bill Gates traite les hackers de voleurs dans sa *Lettre ouverte aux amateurs* éd. Levy, Paris, 2001, p. 299, écrit Castells (cf. pp. 55 à 69).

16. Castells, *La galaxie Internet*, op. cit., pp. 10, 55, 71, 73.

17. *Idem*, pp. 73 à 80 et Fortin, texte cité, plus particulièrement la partie 1.

18. Pour les données statistiques de ce paragraphe, nous nous sommes référés surtout au site *Dati sull'Internet nel mondo et Dati sull'Internet in Europa*, disponibles sur [www.gandalf.it/dati/dati1.htm](http://www.gandalf.it/dati/dati1.htm), à L'état du monde 2001 (éd. La Découverte, Paris), au *Population Reference Bureau* (organisme semi-officiel des Etats-Unis) et au *Département des affaires économiques et sociales de l'ONU*.

19. C'est le titre et la matière du chapitre 9 de *La galaxie Internet*.

20. Cf. Guy Michel, *La fracture numérique*, Université de Haute-Alsace, disponible sur [www.iutcolmar.uha.fr/jpo/fracturenumerique.htm](http://www.iutcolmar.uha.fr/jpo/fracturenumerique.htm)

21. Castells, «Internet», *Netzgesellschaft*, article cité, § 2.

22. Castells, *La galaxie Internet*, op. cit., chap. 8 *Internet et la géographie*, particulièrement les cartes pp. 257, 258 et 263 à 266.

23. Cf. cartes citées à la note 12 et cartes *Ordinateurs reliés à Internet 1998 et Investissement direct étranger 1997* sur [www.sciences-po.fr/cartographie/cartothèque/cartothèques/cartes\\_diagrammes/monde](http://www.sciences-po.fr/cartographie/cartothèque/cartothèques/cartes_diagrammes/monde).

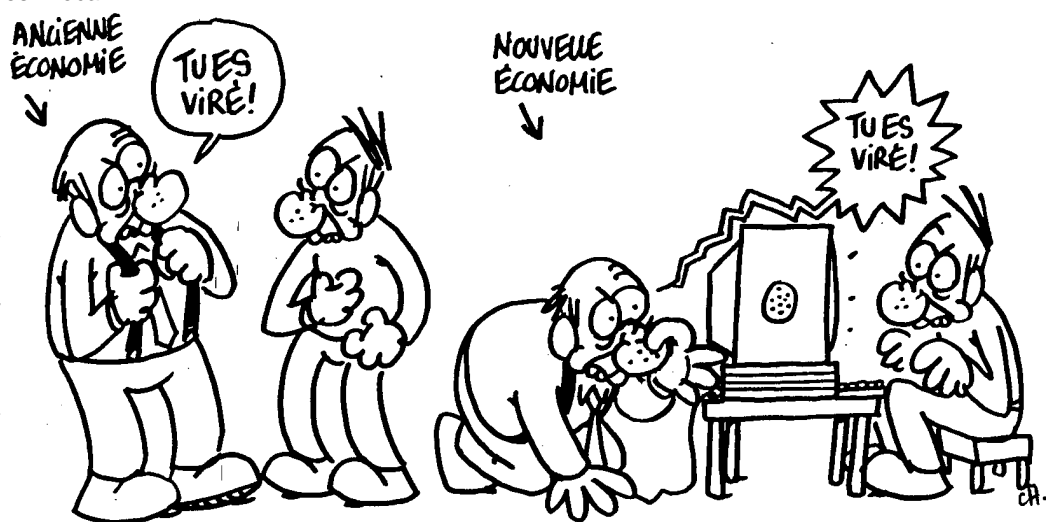
24. Castells, *La galaxie Internet*, op. cit., pp. 257-259.

25. Robert James Parsons, «Des millions d'ordinateurs déferlent dans les pays du Sud», quotidien *Le Courrier*, Genève, 22 juin 2002.

26. *Idem*, pp. 86 à 113 et Fortin, texte cité, plus particulièrement la partie 2.

27. David Harvey, *The Condition of Postmodernity*, Basil Blackwell, Oxford, 1989

28. Castells, *La galaxie Internet*, op. cit., p. 111.



Dans le cadre de la préparation de son VIII<sup>e</sup> congrès qui se tiendra à Agen les 27, 28 et 29 octobre 2006, Alternative libertaire met en débat des textes qui serviront à l'élaboration de motions qui, une fois adoptées, serviront de cadrage à l'organisation pour les deux années suivantes, voire davantage.

Parmi les thèmes abordés figurent la question, trop rarement évoquée jusqu'ici par toute une partie de la gauche de la gauche, du modèle de développement et de la décroissance. Nous reprenons ci-dessous une motion en discussion sur ce sujet présentée par Jacques Dubart (AL Lot-et-Garonne), Guillaume Davranche (AL Paris-Sud) et Lulu (AL Rennes), susceptible, bien sûr, d'être amendée, complétée, adoptée ou rejetée au prochain congrès d'AL. Nos lecteurs constateront que les termes du débat sont posés avec beaucoup de clarté et s'opposent à certaines thèses que l'idéologie dominante avait promues ces dernières années. Les encadrés ont été ajoutés par la rédaction d'ACC.

Rappelons qu'Alternative libertaire publie un mensuel disponible dans les maisons de la presse des villes grandes et moyennes, ainsi que dans les gares parisiennes. Abonnement pour 11 numéros : 25 euros. Chèque à l'ordre d'"Alternative libertaire" BP 295 75921 PARIS cedex 19: [www.alternativelibertaire.org](http://www.alternativelibertaire.org) )

# Croissance, décroissance, développement...

## Face au défi écologique, trois révolutions sont nécessaires

Depuis des décennies, les anticapitalistes posent à juste titre la question de la redistribution des richesses entre le Nord et le Sud. Cependant, dans l'imaginaire commun, la "redistribution des richesses" signifie faire cesser le pillage du tiers-monde par l'Occident, pour permettre aux peuples du Sud d'atteindre un niveau de développement équivalent. Pour schématiser, cette revendication peut se résumer à celle d'un rattrapage du "niveau de vie" du Nord par celui du Sud.

Or ce vieux schéma est bousculé dans son simplisme dès lors que certains pays sont concrètement en train de "prendre leur part" de ce gâteau qu'est la planète Terre, et que cela accélère la destruction des grands équilibres écologiques. L'avènement, en premier lieu, de la Chine et de l'Inde comme puissances industrielles, politiques et militaires obligent les révolutionnaires à repenser de fond en comble la question du modèle de développement.

Avec la crise écologique planétaire, personne ne peut plus nier que le socialisme sera incompatible avec le productivisme et la consommation de masse. En effet, sans revenir aux thèses catastrophistes de Malthus, force est de constater que les ressources de la planète ne sont pas inépuisables. Elles pourraient subvenir aux besoins de l'humanité, mais seulement si elles étaient utilisées de façon raisonnable et rationnelle, c'est-à-dire à l'exact opposé de la logique capitaliste qui en elle-même est source de déséquilibre.

### 1. Le monde est en

#### surrégime

Selon le rapport "Planète vivante" du WWF de 2002, l'"empreinte écologique" de la population mondiale a grimpé de 80% entre 1961 et 1999, pour atteindre un niveau de 20% supérieur à la capacité biologique de la Terre. Selon ce rapport, "la consommation des ressources naturelles peut techniquement dépasser la capacité productive de la planète en diminuant le capital naturel de la Terre. Néanmoins cette situation ne peut être maintenue indéfiniment".

Cette "empreinte écologique" est la su-

perficie nécessaire (calculée en hectares) pour répondre aux besoins d'un individu ou d'une population en ressources naturelles, et pour absorber leurs déchets.

L'empreinte écologique des États-Unis est la plus importante au monde, avec 2,81 milliards d'hectares, soit environ 9,7 hectares par individu. Vient ensuite l'Union européenne avec 2,16 milliards d'hectares, soit 4,7 hectares par habitant. En troisième position, la Chine ne cesse de monter, avec 2,05 milliards d'hectares, soit seulement 1,6 hectare par habitant ! L'Inde, enfin,

#### Retards et carences dans l'analyse des questions écologiques

##### Responsabilités respectives des marxistes et des écologistes

Dans un texte disponible sur le site d' "A l'Encontre" (voir p.2 du présent numéro d'ACC), deux auteurs(\*) s'interrogent sur les raisons des retards et carences de "l'analyse et de la discussion des questions relatives à l'environnement" :

(...) *Le retard est celui que nous (les auteurs de ce texte) reconnaissons personnellement. Mais il est aussi, nous semble-t-il, celui plus généralement de la très grande majorité de ceux qui se réclament du marxisme. (...)*

*La responsabilité de ces carences et de ces retards incombe aux marxistes autant, et en ce qui nous concerne, plus qu'aux écologistes. Il est évidemment indéniable que dans leur grande majorité, les écologistes ont cru pouvoir, ou ont même délibérément voulu éviter de fonder leurs propositions sur une critique du capitalisme de type marxien ou marxiste. Ils ont atténué, sinon gommé l'importance des rapports entre le "productivisme" et la logique du profit, de même qu'ils ont fait silence sur le rôle de la propriété privée dans la crise écologique. Cela contribue fortement à expliquer que leur combat ait été voué à l'échec, ou pire, à la récupération par le système. L'absence d'une posture anticapitaliste a conduit la plupart des partis Verts européens à devenir des simples partenaires "éco-réformistes" de la gestion social-libérale du capitalisme par les gouvernements dirigés par des partis sociaux-démocrates ou staliniens repentis. Mais la montée de la pensée écologiste et des formations politiques qui l'ont portée, n'aurait pas été possible sans le terrible vide théorique et politique qui s'est formé du côté des marxistes et qui a duré au moins jusqu'au début des années quatre-vingt-dix (...)*

(\*) Il s'agit de Claude Serfati et de François Chesnais. Ce dernier est un des animateurs de l'équipe éditrice de la revue "Carré Rouge", avec laquelle "A Contre Courant" s'est associé, avec d'autres, pour initier une revue électronique. Cette initiative commune a déjà donné lieu à la production d'un texte intitulé "Penser le communisme, le socialisme aujourd'hui" où la question écologique tient une place importante (voir ACC n°175 - juin 2006 où ce texte est publié intégralement).

avec seulement 0,8 hectare par habitant, a déjà doublé le Japon, avec 0,78 milliard d'hectares d'empreinte écologique totale.

La conclusion de cette étude est sans appel : il faudrait six planètes Terre si chaque pays avait un niveau de production et de consommation équivalent à celui des États-Unis. Trois planètes Terre pour un niveau équivalent à celui de l'Union européenne.

Si l'on conserve le schéma classique d'un "rattrapage" du Nord par le Sud, il reste donc encore beaucoup de distance à parcourir pour que "le Sud rattrape le Nord"... alors que les capacités de renouvellement de la planète sont déjà épuisées.

Cette course au développement, qui est aussi une course au contrôle de ressources qui ne cessent de se raréfier, fait peser sur l'humanité un double péril: la montée des guerres impérialistes d'une part, la catastrophe écologique d'autre part.

### 1.1 Le péril écologique

L'activité humaine est à l'origine d'un ensemble de phénomènes gravissimes, au premier rang desquels le réchauffement climatique, qui pourrait se traduire par une augmentation de la température terrestre de 5,8° en moyenne d'ici 2100. On en voit les premiers symptômes avec la multiplication des catastrophes naturelles, la fonte des glaciers du Groenland, de la banquise du pôle Nord, la hausse du niveau de la mer, la désertification. Et au delà des modifications climatiques d'autres périls écologiques nous guettent: le "trou dans la couche d'ozone" dont les effets dévastateurs sont déjà à l'œuvre dans l'extrême sud de l'Amérique latine; la déforestation; la réduction des ressources halieutiques; la perte de la biodiversité; la pollution irréversible par les déchets nucléaires...

### 1.2 Le péril impérialiste

Les ressources énergétiques (pétrole, gaz, uranium...) sont limitées, et la lutte pour leur contrôle va entraîner une exacerbation des rivalités impérialistes, notamment entre les États-Unis et la Chine. Après le Moyen-Orient, les pays pétroliers africains (Soudan, Gabon, Angola, Guinée Équatoriale, Nigeria, Congo, Saô Tomé e Príncipe, Tchad...) sont le nouveau théâtre de chassés-croisés diplomatiques et de guerres d'influence qui pour l'instant restent feutrées. Mais la concurrence ne pourra que devenir plus violente, à mesure que les ressources vont se raréfier et que l'appétit énergétique des grandes puissances va augmenter.



## 2. Le capitalisme n'a pas de solution

La société capitaliste peut être contrainte de faire évoluer sa politique, sous la pression d'une part des mouvements sociaux, et d'autre part des choix qui font consensus dans les classes dirigeantes :

Dans chaque pays, les classes dirigeantes sont, à certains moments historiques, amenées à élaborer une "doctrine" pour employer leurs termes. Les secteurs névralgiques du capital, toujours liés à l'appareil d'État, ont une influence déterminante sur l'élaboration de cette doctrine: que ce soit le lobby nucléaire en France, le complexe militaro-industriel en Chine, les multinationales pétrolières aux États-Unis, les magnats du gaz et du pétrole en Russie, etc.

Au niveau mondial, le gotha de l'oligarchie capitaliste s'est depuis longtemps doté d'instances de concertation où l'on s'adonne à la prospective, comme chaque année le Forum économique mondial à Davos ou le groupe du Bilderberg.

Les remises en cause du système par lui-même s'expriment déjà dans la doctrine du "développement durable", tirée du rapport Brundtland qui en 1987 préconisait "un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs."

Conformément à cette doctrine, les classes dirigeantes occidentales s'engagent de plus en plus dans la voie des nouvelles technologies, du développement des énergies renouvelables, du recyclage des déchets, de la production "propre", etc. Ainsi, principalement dans les pays occidentaux, des innovations technologiques sont mises en œuvre et permettent de ne pas augmenter "trop" l'émission de gaz à effet de serre.

Mais force est de constater que cette voie n'apporte aucune solution :

- La réduction de la pollution dans les pays occidentaux, en particulier sous la pression des luttes écologiques, est simplement un transfert vers les pays du Sud. Il n'y a eu aucun progrès global sur la planète depuis que ce processus est à

l'œuvre, bien au contraire.

- De toutes les façons, les évolutions mises en œuvre restent très insuffisante pour réduire l'empreinte écologique de l'humanité.

- Et en dernière analyse, ces propositions ne sont souvent brandies que pour éviter une remise en cause globale du modèle de développement qui ruine la planète.

Alors que les États-Unis ont, pour la première fois, subi de plein fouet les conséquences du dérèglement climatique, avec la destruction de la Nouvelle-Orléans, l'oligarchie capitaliste est totalement incapable de se poser les questions nécessaires pour enrayer le processus de destruction de la planète.

Les causes de cette incapacité du système capitaliste à l'anticipation et à l'autorégulation sont intelligibles, pourvu que l'on en examine simplement le fonctionnement. Le capitalisme est fondamentalement une société inégalitaire. Sa logique interne le pousse à une fuite en avant suicidaire. Son idéologie, le conditionnement qu'il impose à la conscience humaine (frustrations et violences provoqués par l'appropriation des richesses par une minorité, absence de solidarité, besoin de consommation sans limite, irresponsabilité individuelle...), la nécessité d'une croissance exponentielle pour conserver un semblant de stabilité sont des obstacles majeurs rendant impossible un contrôle de son activité.

Au final, loin d'apporter une solution au processus de destruction de la planète, le "développement durable" se contente de proposer un modèle dans lequel les capitalistes s'affirment écocitoyens, là où les luttes écologiques rendent cette étiquette rentable. Ainsi Total ou la Cogema sponsorisent largement les actions de "développement durable".

Cette vision aclassiste est particulièrement perverse car elle tend à faire porter la responsabilité de la pollution sur le consommateur qui ne fait pas son tri sélectif... pour mieux masquer les responsabilités industriels des multinationales ou des États, qui s'arrogent seuls le droit de déterminer ce qui est fabriqué, et qui modèlent le comportement des consommateurs par la publicité.

Pour remédier à l'actuelle destruction de la planète, il faudra bien plus que la révolution technologique supposée par la doctrine du "développement durable". Il faudra également une révolution dans les échanges et dans le modèle de consommation. Et on touche là à un ressort vital du système capitaliste, qui est la nécessité de son expansion. Ce qui revient



à remettre en cause le capitalisme lui-même.

Au final, pour échapper à la destruction de la planète, il n'y a que deux voies possibles:

- soit empêcher les pays du Sud de rattraper le "niveau de vie" du Nord;
- soit repenser complètement le modèle économique au Nord comme au Sud.

La première voie, aussi cynique qu'utopique, pourrait correspondre à l'expression qu'avait eu George Bush Senior lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992: "Notre niveau de vie n'est pas négociable". Puisqu'il est hors de question de réviser le niveau de consommation du pays, le seul moyen serait de maintenir les concurrents à distance, notamment en monopolisant les ressources énergétiques au détriment de la Chine.

La deuxième voie implique une triple révolution: des modes de production, d'échange et de consommation.

### 3. Trois révolutions sont nécessaires

Nous pourrions nous contenter de dire qu'une seule révolution est nécessaire: la révolution socialiste. C'est, en soi, totalement exact. Mais le "socialisme", fut-il libertaire, ne résout pas en lui-même la question du modèle de développement. Au-delà de la question de la propriété des moyens de produc-



tion et de l'abolition du salariat, le socialisme devra en effet se poser la question de l'empreinte écologique de l'humanité. Et cette perspective nous invite dès à présent à "penser" de quelles révolutions dans les modes de production, d'échange et de consommation, la planète a besoin.

### 3.1 Révolution dans les échanges : en finir avec la mondialisation

Le réchauffement climatique est dû à l'ensemble des activités humaines émettant des gaz à effet de serre. Il n'existe pas encore d'étude à l'échelle mondiale pour cibler les secteurs les plus polluants de ce point de vue. On s'accordera à penser que les transports, avec le boom du transport aérien, sont en première ligne.

Pour prendre un exemple, en 2003 la France a, selon le Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique (Citepa) rejeté 557 millions de tonnes d'équivalent CO2 dans l'atmosphère. Les secteurs d'activité en cause sont les suivants:

- Transport 26,5 % (contre 22% en 1996)
- Industrie manufacturière 20% (23% en 1996)
- Agriculture 19,5% (18%)
- Production d'énergie 13% (8%)
- Traitement des déchets 2% (3%)
- Gaz frigorigènes (climatisation) 0,5%

Le secteur des transports est le principal pollueur en volume, et il ne fait aucun doute qu'à l'échelle planétaire, le rapport est le même, du fait de l'explosion des échanges avec la mondialisation capitaliste. La délocalisation des productions est telle aujourd'hui que les différentes composantes d'un produit, au fil des étapes de sa fabrication et de sa distribution, parcourent des dizaines de milliers de kilomètres. Le secteur des transports joue donc un rôle clef dans la mondialisation capitaliste, et les luttes de classe dont il est le théâtre revêtent d'autant plus d'importance.

La remise en cause de la mondialisation capitaliste n'a donc pas uniquement une motivation sociale et anti-impérialiste, elle a également une motivation écologique fondamentale: il n'y aura pas de réduction massive des gaz à effet de serre sans remise en cause de la division internationale du travail, relocalisation des productions et indépendance économique des différentes régions du monde: bien sûr, il ne s'agit pas de prôner une logique d'autarcie, mais celle d'une capacité de développement autonome.

### 3.2 Révolution dans les

### Critiques de la décroissance

La revue *Emancipation*(\*) n° 3 (novembre 2005) a publié un article de Jean-François Pelé lui aussi très critique à l'égard de la "décroissance". Son titre: "*Impasses suicidaires de la décroissance, trous noirs de la décroissance - La croissance et le productivisme, c'est nécessairement le capitalisme*" résume les réserves de l'auteur qui souligne les limites de ceux qui veulent se contenter "*d'élargir le cercle des comportements vertueux*" et qui fournit par ailleurs de nombreux éléments bibliographiques.

Dans le numéro 4 (décembre 2005) de la même revue le même auteur en remet une couche en contestant les propositions faites par S. Latouche (un des animateurs les plus connus du mouvement pour la décroissance) dans le numéro de novembre 2005 du "Monde Diplomatique".

(\*) "*L'Emancipation syndicale et pédagogique*" c/o Raymond Jousmet 7 rue des Loriots 17181 PERIGNY ; secrétariat de rédaction: Quentin Dauphiné 27 avenue Victor Hugo 83690 SALERNES (tél 04 94 67 58 74) Site: <http://www.emancipation-intersyndicale.org/> Courriel: [emancipation.17@wanadoo.fr](mailto:emancipation.17@wanadoo.fr)

### modes de consommation : la question de la décroissance

Le capitalisme au-delà d'être un système d'exploitation est aussi porteur d'une logique de mort de l'humanité de façon intrinsèque. Toute alternative à celui-ci devra prendre en compte la dimension écologique, à l'inverse des précédentes expériences de socialisme autoritaire (ou capitalisme d'État).

Le concept de "décroissance" en tant que tel n'apporte aucune solution s'il n'est pas associé à une rupture avec le capitalisme. En effet, la crise de 1929 aux États-Unis et la Russie de 1990 ont ouvert des périodes de forte "décroissance" économique. Ces "décroissances" dans le cadre capitaliste n'ont été que porteurs de plus de misère pour les plus démunis, sans rien apporter de significatif en terme de "progrès écologique".

Nous affirmons que :

- l'objectif d'une décroissance reste dérisoire s'il n'est lié à celui d'appropriation collective des moyens de production. Une vision aclassiste de la décroissance ne constituerait qu'une nouvelle lune idéologique à la mode, et les communistes libertaires n'y peuvent souscrire. Elle conduirait, au pire, à une politique de rationnement pour les classes populaires, au mieux, aux diverses solutions individuelles de "simplicité volontaire" sans impact global.

· la "décroissance" est un aspect et non la totalité de la solution au bouleversement climatique - il faut y adjoindre une révolution dans les modes d'échange et de production.

· la "décroissance" ne peut être un objectif dans l'absolu : si, globalement, l'Occident consomme trop, nombre de pays du Sud ont besoin de développement, d'infrastructures de transport, d'éducation, de santé. Et y compris au sein des pays occidentaux, un accès amélioré aux mêmes services pour les groupes sociaux défavorisés est une nécessité.

Militant(e)s communistes libertaires, nous n'avons aucun penchant pour l'exotisme qui voit dans le dénuement et la pauvreté un "supplément d'âme" à ce monde sans pitié. La nécessaire révolution dans les modes de consommation ne peut donc s'entendre que différenciée selon les régions du monde. Pour schématiser : il faut que les "riches" consomment moins pour que les "pauvres" vivent mieux.

La "solution au défi écologique", cela signifie un bouleversement économique impliquant une réduction du parc automobile, mais aussi des transports aériens, de la consommation de papier, de carburant, d'électricité... C'est globalement à une redéfinition du nécessaire et du superflu dans le système économique qu'il faut réfléchir. Notre objectif n'est pas celui d'un appauvrissement de l'humanité, mais une révolution dans les modes de vie : une baisse drastique de la consommation de produits matériels et un enrichissement de la vie sociale et culturelle : un développement des relations sociales, de la culture, de l'art, de la connaissance...

### 3.3 Révolution dans les modes de production: les économies d'énergie

Le seul aspect positif de la doctrine du "développement durable" - et de l'épuisement des énergies fossiles - est d'avoir mis au goût du jour, dans la recherche technologique, la question du recyclage, de la production propre, de l'économie d'énergie, des carburants verts, de l'économie d'eau dans l'agriculture, des énergies renouvelables, de l'habitat écologique, etc.

Autant d'innovations technologiques que l'on peut reprendre à notre compte, même s'il faut avoir bien conscience qu'il ne s'agit là que d'un aspect et non de la totalité de la solution au bouleversement climatique.

La question de l'énergie sera forcément au centre du débat. Et devant la fin des énergies fossiles, le débat autour du nucléaire va rebondir. Le nucléaire n'est pas une solution à l'effet de serre. La part du nucléaire dans la consommation



mondiale d'énergie est en effet marginale (3%). Imaginer freiner le réchauffement climatique en construisant des milliers de nouvelles centrales nucléaires dans le monde est donc complètement insensé à cause des risques sanitaires et environnementaux connus et des tensions géopolitiques existant dans le monde qui font des centrales des cibles militaires de choix.

Même si la question demeure des moyens d'une sortie du nucléaire dans un pays ultra-dépendant de cette industrie comme la France - elle devrait faire l'objet d'un débat spécifique dans AL -, l'Alternative libertaire reste donc opposée à l'énergie nucléaire, qui fait peser sur

### "La fin des énergies fossiles ?"

Dans son numéro 18 (Mars / Avril / Mai 2006) la revue "L'Ecologiste" (disponible en kiosque) publie un article de Corinne Smith dans lequel cette thèse est mise en doute. On y rappelle qu'il existe des procédés qui permettent assez facilement de produire du pétrole à partir du charbon - dont les ressources restent très importantes - et du gaz :

*"(...) si l'ère du pétrole très bon marché semble bien derrière nous, les prix actuels permettent en revanche de produire du pétrole à partir du gaz et du charbon. Ce n'est donc pas la pénurie de pétrole qui paraît nous attendre, mais, encore, l'excès.*

*(...) l'offre de pétrole pourrait géologiquement avoir encore un avenir pendant plusieurs décennies avant de décliner. Et [il faudrait aussi] parlé des hydrates de méthane, dont les réserves dans les fonds océaniques représentent l'équivalent du double de l'ensemble des réserves de gaz et pétrole de la planète! On le voit: aucune raison géologique ne paraît devoir dispenser le politique de prendre des décisions volontaristes pour préparer la sortie de la civilisation du pétrole."*

Mais "L'Ecologiste" se garde de dire si de telles "décisions volontaristes" sont envisageables tant que ce sont les propriétaires du capital qui décident...

nos sociétés des risques sanitaires et sociaux disproportionnés.

### Conclusion stratégique

L'environnement n'est pas une question "humaniste" dépourvue d'enjeux politiques. Pour agir concrètement, il faut l'analyser en lien avec les luttes de classe, les stratégies du capitalisme, les rapports de production, les rapports de forces impérialistes dans le monde, etc. C'est pour cela que nous devons parler systématiquement d'écologie politique.

En même temps, les solutions à ce défi majeur qu'est la destruction de la planète transcendent la simple opposition entre capitalisme et socialisme. S'il est évident que le capitalisme, de lui-même, n'a pas de solution, nous ne pouvons affirmer, de façon symétrique, que le socialisme est la réponse à tout.

D'une part parce que cette assertion aurait pour effet de renvoyer toute action à un futur post-révolutionnaire dont rien n'indique qu'il adviendra avant la destruction complète de la planète par le capitalisme. Ce n'est donc pas "trois" mais "une seule" révolution qui serait nécessaire : la révolution socialiste.

D'autre part parce que le socialisme doit intégrer dans sa finalité la question écologique.

Les "modèles" socialistes de jadis sont révolus. Aussi bien le modèle productiviste cher aux stalinien, que le modèle "abondanciste" des anarchistes de jadis, où la "prise au tas" était censée résoudre la question de la production et de la consommation.

Le communisme libertaire devra atteindre le point d'équilibre entre les capacités productives, les besoins des populations, et les capacités de la biosphère. Et au delà d'une gestion rationnelle des ressources naturelles, la question écologique doit nous amener à repenser fondamentalement la question de la place de l'humanité sur la planète. Face à l'héritage judéo-chrétien qui incitait les hommes et les femmes à dominer la planète, il nous faut prendre conscience que notre existence est intimement liée à celle de l'ensemble du monde vivant. Notre avenir ne pourra pas se construire contre le reste du vivant. Là aussi, l'idéologie de la domination doit être brisée, pour que l'humanité retrouve un avenir.

Dans l'immédiat, dans le mouvement altermondialiste - assoupi en Occident, il est toujours aussi virulent dans le reste du monde - il est indispensable d'avoir à l'esprit la boussole politique que constituent ces "trois révolutions" nécessaires dans les modes de production, d'échange et de consommation.

Le texte ci-dessous nous est parvenu de Belgique. Les ressemblances avec ce qui se passe en France n'ont rien de fortuites. Et en Belgique comme en France, tout cela s'accompagne d'une montée de l'audience de l'extrême droite...

## Savez-vous ce qui se passe, toutes les nuits, dans ce commissariat ?

**Trois nuits d'émeutes à Bruxelles, la semaine passée (le texte est daté du 5 octobre 2006, NDLR d'ACC). Pourquoi ? La mort inexpliquée (trois versions successives !) d'un jeune Belge d'origine marocaine en préventive à la prison de Forest a déclenché la colère des jeunes du quartier des Marolles. Mais d'où vient la profondeur de cette colère ?**

Interviewé par le quotidien *Le Soir*, un directeur de théâtre du quartier témoigne : «*Savez-vous ce qui se passe toutes les nuits dans les caves de l'Amigo ? (surnom du commissariat central de Bruxelles) Et quel degré d'humiliation on y inflige parfois ? Je connais un danseur brésilien qui s'est fait arrêter en rentrant d'un spectacle. Il avait le malheur d'être noir. On lui a brisé la rotule. Sa carrière est terminée.*»

«*Toutes les nuits* » ? Pourquoi le journal qui a eu le mérite de publier ce témoignage, n'a-t-il pas enquêté sur une aussi terrible accusation ? Pourquoi aucun candidat aux prochaines élections communales n'a-t-il interpellé ? Ou alors pourquoi les autorités ne poursuivent-elles pas ce témoin en diffamation ?

Pas de pistes pour trouver les coupables de violences ? Mais si. Sur ce commissariat et ces policiers de Bruxelles-Ville, on peut, en cherchant un peu, trouver de nombreux témoignages. Dont le mien.

### « *Finalement, nous allons vous dédommager* ». Mais...

Ces policiers, je les connais personnellement. En 1999 j'ai été très violemment tabassé parce que j'avais organisé à Bruxelles une manifestation pour la paix. Seulement moi, j'ai eu la chance qu'il y ait des caméras autour de la manifestation, d'être journaliste, de pouvoir mobiliser sur Internet. Et, après six années de bataille judiciaire, j'ai pu obtenir leur condamnation : prison avec sursis, amendes, dommages !

Justice était faite ? Pas encore. Après avoir soutenu ces policiers brutaux pendant des années dans leur défense mensongère, la Ville de Bruxelles refusait de me payer les dommages qu'elle me devait. Et le bourgmestre refusait de répondre à mes lettres.

Alors, finalement, il y a deux semaines, je suis allé interpellier son chef de cabinet, Philippe Close, dans une petite réunion électorale. Résultat : il vient de me promettre que la Ville va cesser ses blocages procéduriers et me payer enfin. Y compris les frais d'avocat, importants à

cause de la longue mauvaise foi des coupables. Bien. Dois-je me taire à présent ? Puis-je me contenter de toucher un peu d'argent pour mes souffrances personnelles ? Comment ne pas penser aux autres victimes ? Passées, mais aussi à venir... Ceux dont les plaintes n'aboutissent pas. Ceux qui ne peuvent payer des milliers d'euros pour un long procès. Ceux qui n'ont pas de relais médiatiques.

### Faux scandales et vrais scandales

Donc, j'ai écrit aux divers partis concernés : «*Condamnez-vous ces brutalités et surtout comment allez-vous y mettre fin ?*» Silence général. Silence du bourgmestre Thielemans (PS). Silence du MR, parti de l'ancien bourgmestre de Donnée. Silence de Joëlle Milquet, candidate à Bruxelles pour le CDH. Silence de Laurette Onkelinx, candidate PS à Schaerbeek, ministre de la Justice, et insouciant de la totale passivité de son Comité P, censé enquêter sur toutes ces bavures policières. Silence aussi du parti écolo, les verts qu'on attendait plus soucieux des libertés démocratiques... Aucun des quatre grands partis n'a pris position. Silence enfin du *Soir* et des grands médias.

Comment expliquer cette panique ? Tous tétanisés par la démagogie sécuritaire de l'extrême droite ? Il faut croire. La semaine passée, la Belgique a vécu une mini-crise gouvernementale. Serait-ce parce que la ministre de la Justice avait menti et couvert une réunion illégale - son ministère, des policiers, la Sûreté et même des magistrats (!) - tous acoquinés pour organiser la « *livraison* » illégale d'un militant politique de nationalité belge à la très démocratique Turquie ? Pas du tout. Ce scandale, dénoncé avec toutes les preuves par *Le Soir*, a été étouffé du jour au lendemain.

A la place, on a eu droit à un faux scandale. Purement électoraliste. Parce que la même ministre de la Justice avait tout simplement appliqué les règles légales des libérations conditionnelles, un de ses alliés gouvernementaux s'est lancé dans la démagogie sécuritaire en cou-

rant après l'extrême droite. Respecter la loi provoque une crise, la violer gravement ne provoque rien du tout.

### Combien de drames vous faudra-t-il encore ? Cessez de courir derrière l'extrême droite !

C'est pareil à Bruxelles. Les actes très graves commis par la police de Bruxelles-Ville violent la loi, et tous les responsables s'en foutent. Combien faudra-t-il encore de drames, de vies brisées et d'émeutes « *inexplicables* » avant qu'un responsable se décide à briser la loi du silence ?

C'est bien beau si les politiques viennent montrer leur tête aux grands concerts antiracistes. Mais ce qu'on attend d'eux, et ce qui sera vraiment efficace, c'est qu'ils combattent concrètement le racisme là où il se trouve. Y compris au niveau policier.

Est-ce en courant après l'extrême droite et en protégeant des policiers cogneurs qu'on évitera les soulèvements de jeunes ? Non. Mais bien en prenant de vraies mesures contre les écoles-poubelles parkings pour futurs chômeurs. Mais bien en réduisant le temps de travail pour créer de vrais emplois. Mais bien en luttant contre les discriminations à l'embauche et ailleurs. Et tout d'abord en écartant les flics cogneurs et racistes. Le métier de policier ne doit pas être simple tous les jours en ces temps de crise, mais ce n'est pas une raison pour laisser sévir l'extrême droite dans la police. A moins qu'on veuille encore beaucoup d'émeutes ?

### « *Une manifestation, ça vous a pas suffi ?* »

Mon sentiment est que le commissariat de Bruxelles-Ville est noyauté par des éléments d'extrême droite, qui commettent des violences à répétition et bénéficient de certaines protections. Monsieur Close m'a dit qu'il existe un héritage du passé et que la situation était encore pire avec le précédent bourgmestre. Lequel interdisait et réprimait de

nombreuses manifestations.

Exact. Mais alors, je lui ai parlé du présent. Je lui ai signalé que, quatre années plus tard (donc sous le nouveau bourgmestre), j'avais été à nouveau menacé. A la fin d'une manif contre la guerre en Irak, des policiers de Bruxelles-Ville avaient arrêté un jeune et le maltraitaient à même le pavé. Plusieurs témoins, dont moi-même, se sont indignés. Un officier m'a alors menacé à un mètre de distance : « *Monsieur Collon, une manifestation, ça vous a pas suffi?* » Prêt à « remettre ça », donc. Est-ce légal de menacer ainsi un manifestant pacifique ? Ce qui m'a déçu chez Monsieur Close, c'est que, lorsque je lui ai signalé ce nouveau fait grave (dont l'auteur est identifiable), il n'a posé aucune question et ne s'en est pas soucié. Dossier trop gênant ?

### Banal... demain ?

En conclusion : tant qu'il n'y aura pas d'enquête sérieuse et publique sur tous ces agissements, se promener dans Bruxelles et certaines autres communes restera risqué. Surtout si on n'a pas la bonne couleur de peau. Pouvons-nous accepter l'impunité ? Pouvons-nous rester indifférents à ce qui se passe dans les caves du commissariat de l'Amigo ? Défendre la démocratie, n'est-ce pas d'abord faire respecter les lois par ceux qui sont censés les faire respecter ?

Y aura-t-il un média qui ait le courage d'enfin ouvrir ce dossier brûlant et de donner la parole à toutes les parties ? Non ? Alors, ne venez pas, aux prochaines émeutes, nous dire que c'est « inexplicable » ! Si vous ne vous mettez pas dans la peau d'un jeune qui a été arrêté arbitrairement, qui a été humilié, qui a été tabassé dans un commissariat, comment pourriez-vous comprendre ? Si les flics ont le droit d'être violents et arrogants, pourquoi les jeunes ne prendraient-ils pas ce droit quand ils en ont l'occasion ? Accepter l'autorité quand elle est appliquée injustement ?

Si nous laissons faire, demain il sera « banal » qu'un jeune d'origine immigrée meure dans une cellule de commissariat, il sera banal qu'un gouvernement mente et donne trois versions successives de ses actes illégaux. Demain, il sera trop tard.

Il est donc urgent de faire toute la lumière. Sinon, de terribles "faits divers" continueront à se retrouver dans nos journaux. Ou bien ils n'y figureront même plus. Et un jour, nous penserons avec remords à cette phrase terrible, qui me fait encore froid dans le dos en repensant aux coups, aux os qui craquent, à la terreur indicible : « *Savez-vous ce qui se passe, toutes les nuits, dans les caves de ce commissariat?* »

MICHEL COLLON, 4 octobre 2006

Il n'est pas nécessaire de partager intégralement les choix politiques et rédactionnels d'un journal pour s'inquiéter de son éventuelle disparition. On ne vous dit pas qu'on se mobiliserait pour défendre Libé ou le Nouvel Obs, ça, non. Mais pour Politis c'est autre chose ! On l'a souvent vu dans des combats difficiles contre les puissants de ce monde. Le ton et le contenu de cet hebdomadaire (une nouvelle fois) en difficulté nous incite aujourd'hui à exprimer notre solidarité et à la manifester de manière concrète en publiant ci-dessous l'appel à soutien financier lancé par le personnel.

L'objectif visé par le personnel de Politis, « *devenir son propre patron* », renforce notre détermination à le soutenir. Car, s'il est un domaine où "l'auto-activité des travailleurs" (pour reprendre une formule qu'on a beaucoup utilisée dans les précédents numéros d'ACC) peut s'exercer *ici et maintenant*, c'est bien celui de l'élaboration et de la diffusion des analyses et des informations "à contre courant", celles que ne supporte pas le système qui nous étouffe. Cela nous paraît plus pertinent que de se contenter de répéter que la plupart des médias sont à la solde du capital. Ce qui est exact, mais nos protestations n'y changeront pas grand chose, tandis que soutenir et faire vivre des médias alternatifs peut ouvrir de nouvelles perspectives. Ce n'est pas facile : on peut en témoigner à noter modeste niveau...

On espère que nos lecteurs seront nombreux à aider Politis à franchir l'obstacle !

## “Pour Politis”

L'hebdomadaire Politis risque de disparaître : placé en dépôt de bilan depuis le 8 août, il doit aujourd'hui faire face à une situation d'urgence pour assurer sa survie.

Après le retrait inattendu, la veille de l'audience au tribunal de commerce, du seul repreneur pressenti pour son plan de relance, le personnel, grâce à l'association “*Pour Politis*” qu'il vient de créer, a décidé de sauver son journal en devenant son propre patron, avec le soutien de ses lecteurs, de ses amis et de tous ses sympathisants.

Un appel est donc lancé afin de réunir la somme d'un million d'euros d'ici fin octobre. Ce sont vos aides financières qui contribueront à sauver Politis, l'une des dernières voix indépendantes du paysage médiatique français.

Vos chèques seront déposés sur un compte bloqué et, en cas d'échec, leurs sommes vous seront remboursées jusqu'au dernier centime. Les premiers engagements reçus par cette association nouvellement créée montrent que l'objectif n'est pas utopique.

Le site de l'association “*Pour Politis*” est en cours de création pour vous informer jour après jour de l'état de la situation et vous permettre de faire part de vos commentaires et réactions. En outre, un espace sera inséré dans le journal (qui continue à paraître normalement) pour rendre compte de l'avancée des recherches de financement. Politis doit continuer à vivre !

D'après un communiqué diffusé par le personnel de Politis,

le 5 octobre 2006

Pour envoyer vos dons, libellez vos chèques à l'ordre de : Association “*Pour Politis*” pour les envoyer à : Association Pour Politis - c/o Politis - 2, impasse Delaunay - 75011 PARIS

Suggestions de montants :

- \* 25 euros (40 000 personnes)
- \* 40 euros (25 000 personnes)
- \* 60 euros (17 000 personnes)
- \* 100 euros (10 000 personnes, soit tous les abonnés de Politis)
- \* ... euros

Envoyez aussi des messages de soutien à l'adresse électronique :

[pourpolitis@orange.fr](mailto:pourpolitis@orange.fr)

## Non à la fusion-privatisation SUEZ-GDF !

### Il faut stopper toutes les attaques de ce gouvernement !

Le 30 août, lors de sa conférence de presse de rentrée, Villepin a indiqué son intention de " gouverner jusqu'au dernier jour ". Malgré son échec sur le CPE, **le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy entend mener jusqu'au bout ses attaques contre les travailleurs** : chasse aux sans-papiers, suppression de milliers de postes dans la Fonction publique, nouveau budget d'austérité pour 2007, nouvelles exonérations pour les patrons alors que le pouvoir d'achat des salariés est plombé par l'inflation, provocations de Sarkozy contre les jeunes et les habitants des cités ouvrières, envoi des troupes françaises au Liban pour désarmer la résistance du peuple libanais et participer au remodelage du " grand Moyen-Orient " exigé par Bush, etc.

Dans ce contexte, Villepin fait passer en particulier la **privatisation de GDF**, avec une " opposition " purement verbale du PS et du PCF. L'écrasante majorité des personnels d'EDF et de GDF sont contre cette privatisation, tout comme la plupart des usagers. La majorité des travailleurs de ce pays ont très bien compris que, sous prétexte de sauver GDF, il s'agit en fait de la livrer entièrement aux actionnaires, avec à la clé des suppressions d'emplois par milliers, la dégradation des conditions de travail pour les personnels, de nouvelles hausses des tarifs, de plus grandes inégalités pour les usagers et de graves dangers pour toute la population. C'est pourquoi il est juste de se battre contre la privatisation et **pour la fusion-renationalisation à 100 % d'EDF et de GDF, sous le contrôle des travailleurs !**

### Pour une vraie riposte : Non aux journées d'action dispersées et sans lendemain !

Moins de six mois après que le gouvernement a été contraint de retirer le CPE, les salariés d'EDF, GDF et Suez, les fonctionnaires qui s'opposent aux suppressions de postes et au budget d'austérité, les travailleurs qui exigent des augmentations de salaire, les sans-papiers, etc., seraient en droit d'attendre de ceux qui prétendent les défendre qu'ils préparent et organisent une **véritable contre-offensive pour stopper ce gouvernement et pour faire échec aux plans du patronat**. Or, pendant que les forces de l'ex-gauche plurielle ne pensent qu'à se disposer pour les élections de 2007 et se contentent de bavarder au Parlement, les directions syndicales refusent d'engager une véritable riposte, un véritable plan de mobilisation collective des travailleurs sur le terrain direct de la lutte de classe.

D'une part, elles se contentent d'appeler à des **"journées d'action" dispersées et sans lendemain, donc condamnées à l'échec**. Les fédérations de l'Éducation ont convoqué dans leur coin une " journée d'action " le 28/09... mais en demandant aux personnels de reprendre le travail dès le lendemain. Le 30/09, les directions syndicales ont soutenu en paroles la manifestation nationale de solidarité avec les expulsés de Cachan et les sans-papiers, mais sans faire le lien avec les autres revendications, alors que la défense des immigrés exigerait en fait un mouvement d'ensemble des travailleurs pour toutes leurs revendications. De leur côté, les fédérations de l'énergie ont appelé, le 3 octobre, à une nouvelle "journée d'action", mais elles ont décidé une nouvelle fois de la laisser isolée et sans lendemain, exactement comme celle du 12/09 qui est restée sans effet. Cette tactique des "journées d'action" "saute-moutons" a mené à l'échec au printemps 2004, avec le changement de statut d'EDF-GDF et la privatisation partielle. Il faut donc **combattre dans les syndicats et convoquer des AG pour imposer aux directions qu'elles changent d'orientation et préparent une grève générale des travailleurs de l'énergie** qui, avec le soutien des usagers, pourrait seule faire reculer le gouvernement (c'est ce qu'a prouvé la grève générale étudiante du printemps).

### Non à la co-élaboration des contre-réformes par les directions syndicales !

### Boycott de la conférence pour l'emploi et les revenus convoquée par Villepin !

D'autre part, alors qu'elles ne prévoient pas la moindre mobilisation pour l'augmentation des salaires, **les directions syndicales se préparent à participer à la "Conférence sur l'emploi et les revenus" annoncée par Villepin** pour décembre, sur la base d'un rapport que doit lui remettre Delors. Or Villepin a fixé clairement l'objectif de cette réunion patronat/gouvernement/syndicats : il s'agit de parvenir à un **"diagnostic"** commun pour préparer de nouvelles "réformes".

Après les retraites et l'assurance-maladie, il s'agit donc, pour le MEDEF et le gouvernement, d'ouvrir un nouveau chantier de la "refondation sociale", en préparant les **prochaines attaques contre le Code du travail, contre l'assurance-chômage et contre le SMIC, qui est dans le collimateur car il reste le pilier du système des salaires**. Mais pour engager ces " réformes ", le patronat et le gouvernement ont besoin de parvenir à un nouveau **"diagnostic partagé"** avec les directions syndicales, comme cela avait été le cas avant la " réforme " des retraites (participation des directions syndicales au **"Conseil d'orientation des retraites"**) et avant celle de l'assurance-maladie (participation au **"Haut conseil"**).

Aucun doute n'est permis : l'invitation faite aux directions syndicales de participer à cette Conférence ne vise pas à ouvrir de vraies négociations qui permettraient d'obtenir des avancées pour les travailleurs sur la base d'un rapport de force favorable, mais uniquement à atteler les directions syndicales à la co-élaboration des prochaines contre-réformes gouvernementales exigées par le patronat.

C'est pourquoi **il faut imposer aux directions qu'elles rompent avec le gouvernement et boycottent cette " conférence " pour lui faire échec**. Il faut donc nous battre en ce sens dans nos syndicats, en réunissant largement les syndiqués et les travailleurs, en faisant voter des motions qui dénoncent cette conférence et exigent son boycott et en envoyant des délégations de syndiqués et de travailleurs aux sièges des syndicats.

# Condamnations de Bure : appel à soutien financier

## Des sanctions lourdes

Dans la relation du déroulement du festival anti-poubelle des 28, 29 et 30 juillet dernier publiée dans son n°177 (août-septembre) ACC a fait état de l'incident qui a coûté cinq jours de garde à vue à quatre jeunes opposants, suivis d'une comparution au tribunal de Bar-le-Duc, avec une condamnation pour trois d'entre eux à dix mois de prison assortis du sursis et à six mois avec sursis pour le quatrième.

La lourdeur des sanctions a frappé les esprits. Elle ne concerne pas seulement ces condamnations, elle est même disproportionnée sur le plan financier: 500 euros à verser à chacun des six gendarmes qui se sont portés partie civile; 15.000 euros réclamés par un vigile "gravement" blessé à la cheville (entorse "pouvant dégénérer" en fracture); 1.200 euros pour leur défense. L'ANDRA (Agence nationale de gestion des déchets radioactifs) ne s'est pas voulue de reste: elle réclame des dédommagements s'élevant à ... plus de 124.000 euros : dégâts matériels (il semble que cela se résume surtout à de la peinture à remettre): 9.200 euros, protection du site par les forces de l'ordre: 15.000 euros, suspension des activités du laboratoire durant trente heures: 100.000 euros.

C'est le 13 novembre que les quatre jeunes, pots de terre, sauront ce qu'il en coûte de s'attaquer à un pot de fer. C'est à cette date en effet qu'ils sont à nouveau convoqués devant le même tribunal de Bar-le-Duc qui tranchera sur les demandes de dédommagement. A voir le couperet pénal du premier jugement, tout est à craindre.

Peut-on "oublier" ces jeunes qui paient pour l'ensemble des manifestants et pour l'exemple? Les voilà marqués pour leur vie durant par ces peines qui seront inscrites à leur casier judiciaire, auxquelles s'ajoutent une punition par l'argent, qu'ils sont incapables

d'assumer compte tenu de leur situation personnelle: étudiants ou précaires. La nécessité d'un soutien financier est donc évidente. D'autant que Blanche, Thyl, Mickael et Rémy n'ont fait que traduire la colère, l'exaspération légitimes, non seulement de tous les militants anti-enfouissement, mais également d'une population régionale majoritairement hostile au projet et qui constate que son désir d'expression sur le sujet (60.000 signatures pour la demande d'un référendum en Meuse et Haute-Marne) est dénié par les autorités élues et d'Etat.

**L'aide financière la plus large est à envoyer à :**

**CACENDR 54 , 4 rue du 15 septembre 1944 , 54320 MAXEVILLE ; tél. 06 88 32 86 15 , avec mention "solidarité procès Bar-le-Duc" inscrite sur un post-it joint au chèque (préciser si l'on souhaite un reçu fiscal).**

## En marge

L'an passé, lors de la première édition du festival de Bure, une action nocturne similaire avait vu l'interpellation de deux militants qui avaient été relâchés vers deux heures du matin, sans suite judiciaire. Le vocabulaire employé par les quelque 200 manifestants à l'encontre des forces de l'ordre ne devait sans doute pas être moins coloré que celui utilisé dans la nuit du 26 au 27 juillet de cette année. Il n'y avait pourtant pas eu de poursuites pour "outrages". La grille d'entrée avait aussi subi quelques assauts, nécessitant comme cette année un probable coup de pinceau. L'ANDRA n'avait pas évoqué un arrêt des activités du labo appelant dédommagement. Bref, si l'on excepte l'anodin feu de paille et les jets de pierres - dont certaines atteignaient le poids respectable de 5 kg selon le substitut du procureur, mazette ! - ayant généré quelques bleus et égratignures - ce qui fut le cas - voire même une entorse et même un pare-brise cassé - faits qualifiés de "violences aggravées" - on ne peut que s'interroger sur l'énorme différence de traitement infligé dans les deux cas: une relative tolérance dans le premier,

une répression féroce dans le second. On ne comprend pas. A moins d'y voir la volonté délibérée, calculée, de la part des autorités de police et de celle de la justice, dans la droite ligne du discours sarkozien, de mettre un terme à ces formes d'opposition à un projet démentiel voulu par le lobby nucléaire. A quand l'interdiction d'un éventuel prochain festival? A quand la poursuite de tout opposant pacifique s'exprimant par l'écrit ou par l'action? A quand l'interdiction de communiquer, échanger des informations touchant aux déchets radioactifs et plus généralement à tout ce qui a trait au nucléaire? Le décret établissant le "secret-défense" sur les transports de matières retraitées, la perquisition et la garde à vue de Stéphane LHOMME, porte-parole du réseau "Sortir du Nucléaire", en avril, à qui la DST réclamait un document classé "secret-défense", ne sont-ils pas les signes avant-coureurs d'un glissement vers un autoritarisme bafouant une démocratie de plus en plus en danger: droit à la parole, droit à l'expression, droit à la manifestation, dont, sans scrupule ni vergogne, les persécuteurs des mouvements sociaux se réclament pourtant ?



J.F

# Rencontres et lectures à contre courant

## Le Principe d'Archimède

"Le monde est-il divisé en deux, des gagnants et des perdants" ? se demande un des personnages du film du réalisateur espagnol Gerardo Herrero qui a cherché à décrire "la quête de dignité dans la vie quotidienne, le monde individualiste dans lequel nous vivons et son contraste avec le collectif qui est un concept pratiquement oublié"

A travers l'histoire de deux femmes qui entrent en compétition, le film de Gerardo Herrero, **Le Principe d'Archimède**, met en lumière les dégâts sociaux, mais aussi intimes, que provoquent le capitalisme contemporain.

## Privatisation du placement des chômeurs

Le saviez-vous ? L'Unedic passe des contrats avec des prestataires privés pour le reclassement des chômeurs ! Et comme dans toutes les privatisations, les libéraux font dans l'escroquerie pour augmenter leur profit. Et comme toujours dans ce genre de circonstances, ces escroqueries sont organisées par des responsables de l'ex-service public qui font carrière sur les débris dudit service.

En l'occurrence, le bureau de l'UNEDIC a sélectionné une liste de 17 opérateurs privés qui ont été chargés de suivre 46000 demandeurs d'emplois pendant un an moyennant la somme de 3500 euros par personne. C'est scandaleux, protestent quatre centres de formation associatifs qui ne demandent "que" 2800 euros par personne et par an.

Le Tribunal administratif de Paris a enjoint l'Unedic de "différer, jusqu'au 5 octobre, la passation de contrats avec des prestataires privés" car... les règles d'appel d'offres n'ont semble-t-il pas été respectées ! Bref, on peut organiser un marché du chômeur.

On est civilisé que diable : l'organisation d'un marché du chômeur n'est possible que dans le respect d'une concurrence libre et non faussée.

## Chemins de banlieues, chemin de vie

"Hassan, Leïla, Najet, Souria, Khaled, Fathia, Brahim, Mohand, Karim, Samira, Mariam... j'ai eu envie d'écrire ce que vous m'avez appris de vous: la générosité, la finesse de vos sentiments, la singularité de vos parcours. Votre histoire s'entame à peine et vous êtes déjà riches de souffrances et de bonheur, d'affection familiale et de déchirures, de renoncements et d'espoir...". C'est par ces phrases que l'auteur de "**Chemins de banlieue, chemin de vie**" introduit son livre. Bertrand DUBREUIL est chercheur en sociologie et formateur. Il a particulièrement étudié les questions relatives à l'identité familiale, aux femmes, aux jeunes. Ici c'est sous une forme libre qu'il choisit de nous faire part de ses rencontres avec des jeunes issus de familles maghrébines.

Destiné à ceux qui s'intéressent particulièrement aux problématiques des banlieues, ce livre permet de comprendre les attitudes et motivations de jeunes qui se mobilisent pour leurs quartiers et leurs proches. Quelques mois après les événements de l'automne dernier dans les banlieues, il ne peut que faire oeuvre utile.

Prix: 17 euros. Edition: Licorne, 35 rue Alphonse Paillet, 80000 AMIENS. Tél. 03 22 91 55 24; courriel: [editions.licorne@wanadoo.fr](mailto:editions.licorne@wanadoo.fr)

## "Partie en fumée !"

"Parties en fumée !". C'est la formule qu'affectionnent les libéraux quand leur système réussit à dérober des richesses qui devraient revenir à celles et ceux qui les ont créées. Elle a été une nouvelle fois utilisée pour évoquer l'épargne des 85000 employés britanniques, - une somme rondelette de 22 milliards d'euros ! - "partie en fumée" nous dit-on, puisque le fonds de pension de leur entreprise où avait été versée cette somme s'est déclaré en faillite !...

Même en la cachant derrière un rideau de fumée, très peu de médias ont osé faire état de cette information connue depuis mars dernier. La situation au Royaume-Uni est pourtant gravissime: même des parlementaires le reconnaissent dans un rapport alarmiste où ils portent des accusations contre le gouvernement Blair. Les fonds de pension de plusieurs grandes entreprises pourraient bien, à leur tour, se déclarer en faillite. Neuf millions de britanniques risquent la pauvreté à la fin de leur vie active.

Le capitalisme ça ne marche pas. Ou plutôt ça ne marche qu'à coups d'escroqueries. Ce qui se passe au Royaume-Uni, où le système de retraites par capitalisation est sur le point de s'effondrer, doit nous rappeler qu'en France aussi l'escroquerie est en marche depuis la régression Fillon de 2003. Ce qui est désespérant, c'est que personne, ou presque, n'en parle. A ACC, on lance un appel : qui peut nous rédiger quelque chose sur le fiasco des fonds de pension britanniques ? On est prêt à fournir quelques éléments, comme le rapport des parlementaires (qui est en anglais, évidemment).

## Grain de sable sous le capot

Ecrit par un ouvrier de Sochaux qui a passé trente ans en chaîne, ce livre raconte la vie au jour le jour d'un OS de base. Il montre comment l'usine ne cesse d'exercer sa violence et comment une résistance, à la fois spontanée et organisée, se manifeste sous des formes toujours nouvelles face aux "innovations" du management.

La singularité de ce texte tient à ce qu'il nous fait entendre la voix d'un "ouvrier ordinaire", c'est à dire celui qui d'habitude n'est pas entendu parce qu'il n'a pas de légitimité particulière pour prendre la parole. L'auteur, Hubert Truxler (alias Marcel Durand), incarne la figure du travailleur récalcitrant.

**Grain de sable sous le capot - Résistance & contre-culture ouvrière : les chaînes de montage de Peugeot** (1972-2003) de Marcel Durand (Deuxième édition revue & augmentée), est paru au Editions Agone BP 70072 13192 MARSEILLE cedex 20 (Collection "Mémoires sociales" 428 pages. 23 euros. ISBN 2-7489-0060-X). Disponible en librairie dès la mi-octobre.

## Rêve générale

Après avoir sorti un numéro spécial sur les "émeutes" de novembre 2005 (*Quand les jeunes dansent avec les loups - tracts et analyses*, n° 15 de **Ni patrie ni frontières**) Yves Coleman consacre le n° 16/17 de sa revue à rendre compte, dans toute sa diversité, du bouillonnement social du printemps dernier chez les étudiants, lycéens, chômeurs et salariés. Les 273 pages que comportent ce numéro contiennent des reproductions de tracts ou textes qui posent des questions sur le mouvement. Yves Coleman a trouvé "(...) plus intéressants, malgré leurs faiblesses politiques, les courants *apartidaires - qu'ils soient spontanéistes ("prositus" et "autonomes"), anarchistes ou "ultragauches - que les courants partidaires (trotskystes)*", il s'efforce cependant de souligner leurs limites comme par exemple "*L'apologie des actions exemplaires, de l'affrontement de rue, du vol et du pillage sans aucune considération du rapport de force*" ou "*leur refus de réfléchir à des stratégies de construction d'organisations politiques*".

Ce numéro 16/17 de **Ni patrie ni frontières** intitulé "*Rêve générale*" coûte 10 euros (chèque à l'ordre de Y. Coleman ; abonnement à 6 numéros 45 euros; règlement possible en timbres). Adresse : Y. Coleman (sans autre mention) 10 rue Jean Dolent 75014 PARIS.

Courriel : [yvescoleman@wanadoo.fr](mailto:yvescoleman@wanadoo.fr) Site : <http://www-mondialism.org> Tous les numéros de Ni patrie ni frontières sont en ligne, souvent même avant même leur publication; le site contient aussi des rubriques et des qui textes ne seront pas publiés dans la revue.

# BULLETIN D'ABONNEMENT

\* \* \*

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE . . . . . 10 Euros
- de SOUTIEN . . . . . Euros
- Faibles ressources (selon possibilités) . . . . .

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

CPPAP  
n° 0208 G 87630

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

**A CONTRE COURANT**  
(service abonnements)  
BP 2123  
68060 MULHOUSE cedex

**P**

**PRESSE**  
DISTRIBUÉE PAR  
LA POSTE

Déposé le 17/10/2006

## Article I : L'embauche



## Article II : Le licenciement



### COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / J. FORTCHANTRE  
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

## Sommaire

- Page 1 ..... Edito : Le cirque électoral
- Page 2 à 6 ..... Le World Wide Web, nouveau paradigme social ?
- Page 7 à 10 .. Croissance, décroissance, développement: Face au défi écologique trois révolutions nécessaires
- Page 11 et 12 ..... Savez-vous ce qui se passe, toutes les nuits, dans ce commissariat ?
- Page 12 ..... "Pour Politis"
- Page 13 ..... Non à la fusion-privatisation SUEZ-GDF !
- Page 14 ..... Condamnations de Bure :  
appel à soutine financier
- Page 15 ..... Rencontres et Lectures

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)  
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>  
Courriel : [courrier@acontrecourant.org](mailto:courrier@acontrecourant.org)

Impression et Direction de publication :  
JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo  
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE